

La conférence Habitat des Nations Unies, qui s'est tenue à Vancouver en juin 1976, a été considérée, suivant les observateurs, tantôt comme un succès, tantôt comme un échec. Certains qui croient que les millions dépensés à la conférence l'ont été en pure perte, ont pu se demander, comme Peter Wilsher du *London Sunday Times*, "si on pouvait loger les pauvres avec du vent". D'autres ont avancé comme preuves de l'échec de la conférence, l'affrontement israélo-arabe, l'absence de consensus sur une déclaration de principe ainsi que l'incapacité de réunir des fonds pour s'attaquer aux problèmes des établissements humains. La question de l'utilisation ultérieure des films, diapositives et matériel audio-visuel qui ont fait d'Habitat une conférence si exceptionnelle est également demeurée sans réponse.

Cependant une évaluation précise d'Habitat ne peut être axée sur les deux semaines passées à Vancouver. Durant ces deux dernières années presque tous les pays du monde ont participé à la préparation de la conférence. Pendant cette période les problèmes relatifs aux établissements humains ont été étudiés, discutés, analysés et, dans certains cas, intégrés aux politiques et aux programmes de développement. Ces travaux ont eu pour effet de sensibiliser davantage les responsables et les administrateurs aux problèmes des établissements humains. Ils ont également permis d'identifier et d'évaluer des solutions pratiques à ces problèmes.

Ce n'est toutefois qu'au cours des prochaines années que sera subie l'épreuve concluante. Les administrateurs et responsables de politiques des pays du Tiers monde, agissant à la lumière de leur sensibilité accrue, sauront-ils appliquer efficacement certaines de ces solutions? Selon l'économiste britannique Barbara Ward, "le monde en voie de développement a une occasion magnifique de ne pas répéter nos formidables erreurs, de ne pas tout gâcher". On jugera finalement de la réussite ou de l'échec d'Habitat par la coopération qui s'établira ou non, entre les pays riches et pauvres pour "ne pas tout gâcher".

Une base fragile

On ne peut estimer combien de tonnes de papier, de films et d'autres documents ont été produits à Vancouver, mais si l'on y ajoute tous ceux qui ont été produits lors des deux années préparatoires à la conférence, le volume est considérable. Cette masse de documents, cependant, constitue une base fragile pour la mise en place d'une structure nécessaire à la poursuite de l'oeuvre entreprise à Vancouver.

Nombre d'habités prétendent, non sans ironie, qu'à l'issue de toutes les grandes conférences des Nations Unies, on propose inévitablement de créer un autre organisme international pour mettre en pratique les recommandations

de la conférence. Habitat leur donne raison car il existe déjà un embryon de la Fondation pour l'habitat et les établissements humains, créée dans le cadre du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE). Il n'a pas été possible, à Vancouver, de régler le problème de savoir quelle structure créer pour les établissements humains. Il s'agit pourtant d'un point essentiel, car la solution de ce problème influera beaucoup sur les retombées de la conférence.

Deux propositions essentiellement similaires furent avancées aux cours des débats sur l'établissement d'un programme pour la coopération internationale. Leur différence principale tient au choix de l'organisme qui coiffera la nouvelle organisation: le Programme de développement des Nations Unies ou ECOSOC, le Conseil des affaires économiques et sociales des Nations Unies? L'atmosphère politique trop chargée et confuse de la conférence rendait impossible un choix serein. Certains faisaient même remarquer que la question pourrait être mieux réglée dans les bureaux feutrés du Secrétariat des Nations Unies.

Une question connexe se posait, à savoir, le choix de l'emplacement géographique du nouvel organisme. Les partisans du PNUE préféraient évidemment le Nairobi, alors que les défenseurs de l'ECOSOC préconisaient New York. La ville de Mexico fut également proposée comme siège de l'organisme. Il faut considérer comme tragique le fait que cette conférence n'ait pas pu régler, par suite de conflits bureaucratiques, le problème si important du choix de la structure devant assurer la poursuite des travaux sur les établissements humains.

Une autre question fut soigneusement éludée par la plupart des délégations présentes à Vancouver: qui paierait la note pour ce programme si âprement disputé par deux organismes des Nations Unies? Les pays industrialisés, qui assument traditionnellement la plus grande part du budget de l'ONU se tinrent coi sur la question du financement. Les pays du Tiers Monde, si éloquents sur l'ampleur du problème des établissements hu-

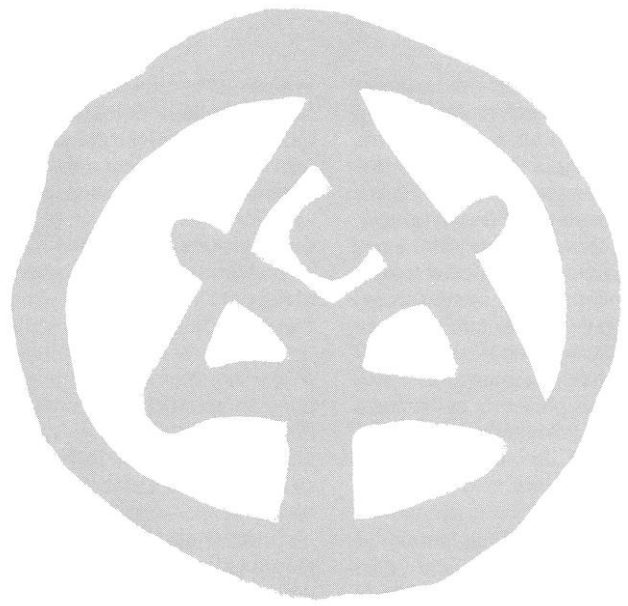
ains, furent taciturnes sur la question des engagements financiers. La Fondation pour l'habitat et les établissements humains obtint néanmoins quelques promesses. Toutefois, les montants mentionnés furent loin d'atteindre les 30 millions de dollars par an pour les dix années à venir — jugés nécessaires pour "permettre à la majorité de l'humanité de satisfaire ses besoins minimums".

Du pain et de l'eau

Si les participants à la conférence se sont rarement entendus sur les mesures particulières susceptibles d'améliorer l'équilibre des établissements humains au sein de l'espace national, tous ont cependant adhéré à l'idée que l'édification d'une nation nécessite la participation de tous les citoyens, y compris les habitants des petites localités et des endroits reculés. L'expérience des pays avancés a fait prendre conscience des dangers du gigantisme administratif et des grandes organisations, et par là, de la nécessité de mettre en oeuvre des programmes assurant une meilleure répartition des ressources par le biais d'une aide des établissements humains riches aux plus pauvres. Là encore, les moyens évoqués pour y parvenir variaient considérablement (impôts, subventions). Le fait important à retenir, cependant, tient à l'acceptation du fait qu'un véritable développement requiert la participation de la majorité, sinon de la totalité des membres d'une société et non celle de quelques privilégiés.

Depuis trop longtemps, la planification du développement se caractérise





ABITAT

L'action suivra-t'elle l'éloquence?

par A.A. Laquian

par une approche sectorielle axée sur l'industrialisation, la production agricole et manufacturière, l'indépendance vis-à-vis des marchés extérieurs et la croissance. De nombreux planificateurs du développement ont négligé le facteur spatial, ce qui, dans beaucoup de cas, a favorisé certaines régions aux dépens d'autres. Dans de nombreux pays, la planification sectorielle a favorisé le développement des grandes villes et des régions métropolitaines centrales, créant une situation sans issue où l'attrait des zones urbaines accentue les migrations rurales vers des villes déjà surpeuplées.

L'introduction du facteur spatial dans la planification du développement est née de la prise de conscience du fait qu'une répartition équitable des fruits de la production entre les individus, en termes socio-économiques et au niveau spatial, est tout aussi importante que la croissance elle-même. En conséquence, ces impératifs de justice sociale nécessitent l'intégration d'une planification des établissements humains dans les stratégies de développement. Laissé à lui-même, le processus de développement conduit généralement à une concentration excessive des activités socio-économiques dans de grandes zones métropolitaines. Les détenteurs de la puissance économique tendent également à accaparer le pouvoir politique et ce sont souvent ceux qui vivent dans les capitales. Pour redresser cette tendance, il importe de mettre sur pied des plans plus volontaristes pour le développement d'autres établissements humains.

Ce rapprochement étroit de la croissance économique à la justice socio-économique a été le principal message d'Habitat. Si l'on en croit les documents préparés, les films et les diapositives présentés ainsi que les thèmes discutés à la conférence, il semble que ce message ait été parfaitement reçu dans de nombreux pays en voie de développement.

A Habitat, plusieurs orateurs préconisaient une planification à l'échelle humaine. Un tel projet impliquerait par exemple une décentralisation des programmes gouvernementaux, la mise en place de communautés et d'édifices de taille plus modeste et une nouvelle conception de l'environnement qui ne traumatise pas l'homme en l'écrasant de son gigantisme. On a pu remarquer chez les participants une opposition marquée aux grands ensembles, en même temps qu'une préférence pour les techniques de construction favorisant l'effort individuel et l'utilisation de matériaux locaux. Le cliché de la participation des citoyens, que l'on retrouvait presque toujours dans les documents des Nations Unies, a pu être illustré de façon concrète alors que certains pays ont présenté leurs expériences en vue d'améliorer les établissements humains. Tous les problèmes de relations riches-pauvres, allant de celui des taudis et des banlieues riches à celui des transferts sociaux entre les pays pauvres, ont été abordés.

C'est sûrement au Forum Habitat — réunion parallèle d'associations non gouvernementales, organisée à Jericho Bay sur une ancienne base d'hydravions située à quelque 8 km du lieu de la conférence officielle — que les discussions sur le partage et la redistribution furent les plus animées. Des autorités morales telles que Mère Teresa de Calcutta et Barbara Ward, vinrent y parler des besoins en pain et en eau des pauvres de la planète. Au Premier ministre Trudeau qui affirmait que les problèmes des établissements humains pouvaient être résolus par "un amour profond", Mère Teresa répliqua qu'il vaudrait mieux qu'il mange moins et qu'il partage ses richesses avec d'autres. Barbara Ward proposa qu'une fraction des dépenses mondiales consacrées à la défense soit distraite au profit de l'approvisionnement en eau pure. Selon elle, 3 milliards de dollars environ par an pendant la prochaine décennie suffiraient à assurer de l'eau à toutes les collectivités humaines du globe.

Plus qu'un discours

Considérant qu'une image est plus éloquente qu'un discours, et qu'un film l'est encore davantage, les organisateurs d'Habitat ont mis en place un système de communications multi-media qui a fait de la conférence-exposition de Vancouver une expérience unique. En plus des documents de toute sorte, exposi-

tions, films, diapositives et autres moyens de communication, la conférence a utilisé à fond les ressources de la télévision. Des circuits fermés de télévision, installés dans quatre hôtels, trois salles de réunion et le plus grand cinéma de Vancouver, ont permis à tous de suivre le déroulement des principaux événements. La conférence s'est trouvée ainsi transformée en un véritable réseau de communication, conférant une grande publicité aux questions débattues et aux personnalités présentes et permettant ainsi d'élargir la discussion.

Il en est résulté la production de quelque 10 000 films, diapositives, vidéocassettes et autre matériel audio-visuel, qui constituent une véritable mine de renseignements. L'une des questions les plus épineuses débattues à Vancouver fut celle de l'utilisation ultérieure de ce matériel audio-visuel. L'université de Colombie-Britannique a offert de créer un centre chargé de rassembler et d'entreposer ce matériel, ainsi que d'en assurer l'accès. Ce centre pourrait disposer, semble-t-il, d'un montant de 5 millions de dollars.

Andreas Fugelsang, le spécialiste des Nations Unies qui a coordonné les activités audio-visuelles, pense que ce serait un gaspillage de simplement regrouper ces documents dans une bibliothèque et de les cataloguer pour ne les distribuer que sur demande. Il considère qu'une grande partie du matériel mis au point pour cette conférence pourrait être réutilisée à des fins éducatives ou récréatives. Par ailleurs, il est fermement convaincu qu'un centre audio-visuel devrait continuer de produire des films et d'autres documents sur le développement des établissements humains. Vancouver n'est qu'un commencement et, même si cette conférence a permis d'attirer l'attention mondiale sur les problèmes des établissements humains, il est encore grandement nécessaire de poursuivre les discussions sur les moyens pratiques de les résoudre. Pour ce faire, le centre audio-visuel doit être un centre productif et non un simple réceptacle de documents, dit M. Fugelsang.

Que faut-il attendre d'Habitat?

D'aucuns pensent que la conférence de Vancouver a été un échec parce que ses participants n'ont pas su s'élever au-dessus des querelles idéologiques, nationalistes ou étroitement partisans. En fait, il était utopique d'espérer qu'il en fût autrement, sachant que les débats sur les établissements humains, comme sur toute question importante, mettent inévitablement en jeu des considérations politiques.

Cela dit, les retombées d'Habitat ne peuvent pas être correctement appréciées si on se limite aux réponses apportées à des problèmes tels que l'établissement d'un nouvel organisme international, son emplacement et son financement. En dernière analyse, les résultats de la conférence doivent être

évalués au niveau des pays et même des communautés locales. Car c'est dans les bidonvilles, où les besoins de logement sont les plus aigus, dans les petites communautés rurales, qui voient partir vers les villes leurs éléments les plus dynamiques, et dans les petites agglomérations, qui végètent faute d'aide gouvernementale, que les effets d'Habitat doivent se faire sentir.

On pourra par exemple se faire une idée des retombées de la conférence dans le quartier de Tondo, à Manille (Philippines). Dans le cadre du programme d'Habitat, la Fondation internationale pour l'architecture a patronné un concours réunissant quelque 2 500 architectes chargés de préparer un programme d'aménagement intégré pour une collectivité de trois à cinq mille squatters et habitants de taudis, d'établir le plan d'une maison ne coûtant pas plus de 300 dollars, et de fournir des moyens d'assistance pour la construction individuelle de logements. Le CRDI, l'un des commanditaires du concours, a rendu possible la participation des habitants de Tondo en payant le voyage à Vancouver du responsable des associations communautaires, venu pour appuyer le jury dans ses délibérations. Les résultats du concours, ont été exposés à la galerie d'art de Vancouver, ses objectifs discutés au Forum Habitat, et le vainqueur, l'architecte néozélandais Ian Athfield, a expliqué et défendu ses conceptions. Les discussions se firent plus houleuses lorsque Mme Imelda Marcos, première dame des Philippines et gouverneur du Grand Manille, dut affronter, lors de son allocution, un groupe de manifestants

qui protestaient contre la loi martiale en vigueur dans son pays.

Il n'en demeure pas moins que Tondo constitue le plus grand bidonville des Philippines, que 100 000 personnes y vivent démunies de services et dans des conditions de pauvreté totale et que, même avec l'aide de la Banque mondiale, la situation nécessite la mise en oeuvre de ressources nationales et populaires considérables. La conférence Habitat a contribué à mettre en lumière les problèmes, à préciser les orientations, à identifier les antagonistes et à sensibiliser les participants aux problèmes concrets. Cela dit, il est difficile d'en mesurer l'impact sur la vie des habitants de Tondo. Et Tondo connaît les mêmes problèmes que les autres communautés pauvres du monde entier. C'est l'amélioration des conditions de vie des groupes défavorisés qui permettra de mesurer véritablement les retombées de la conférence Habitat. □

A.A. Laquian, directeur associé de la Division des sciences sociales et des ressources humaines, était membre du Comité international de coordination du Forum Habitat.

Modèle d'habitation (ici à demi-construite) proposé par le gagnant du concours, Ian Athfield. Extrême droite: Vue partielle du Tondo de Manille, aux Philippines.